NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

OTC

L'ambassade d'Arménie en Ukraine évacuée

L'Arménie a annoncé l'évacuation de son ambassade à Kiev vendredi, alors que les forces russes continuent de s'approcher de la capitale ukrainienne au neuvième jour de leur invasion.
Le ministère arménien des Affaires étrangères a déclaré que le personnel de l'ambassade avait été transféré dans les villes de Lviv et d'Uzhgorod, dans l'ouest de l'Ukraine, pour des raisons de sécurité. Il a précisé que les diplomates « continuaient à travailler et à servir les citoyens arméniens » depuis ces villes.
« Soulignons que l'ambassade de la République d'Arménie en Ukraine est l'une des rares ambassades à avoir travaillé avec tout son personnel et à avoir servi ses compatriotes pendant tout ce temps, et qu'elle continuera à le faire depuis ses nouveaux locaux », a écrit le porte-parole du ministère, Vahan Hunanian, sur Facebook.
M. Hunanian a rien dit du consulat arménien d'Odessa, ville de la mer Noire, dont les observateurs militaires pensent qu'il pourrait être pris par les troupes russes dans les prochains jours. Il a encore affirmé des numéros de téléphone d'urgence pour les ressortissants arméniens qui voulent quitter ou ont déjà quitté l'Ukraine et ont besoin d'aide.
Les Etats-Unis, la plupart des Etats membres de l'Union européenne et d'autres pays occidentaux ont retiré totalement ou partiellement leur personnel diplomatique de Kiev avant l'assaut russe qui a débuté le 24 février.
Les estimations du nombre d'Arméniens de souche qui vivaient en Ukraine avant la guerre varient de 100 000 à 400 000. Beaucoup d'entre eux seraient détenteurs de passeports arméniens. L'Union européenne les a autorisés à entrer dans les pays membres de l'Ukraine sans visa Schengen.
Plusieurs Arméniens ont décrit mercredi au service arménien de RFE/RL qu'ils avaient hâte d'en quitter le pays pour rejoindre leurs proches après s'avoir reçu aucune aide de l'ambassade d'Arménie.
« En plus de nous donner des conseils, ils auraient dû organiser les évacuations à temps », s'est plaint l'un d'eux.
« A l'heure actuelle, aucune route n'est suffisamment sûre pour permettre le déplacement [des citoyens arméniens] », a déclaré un fonctionnaire de l'ambassade.

Par Ara Toranian

2-Les Nouvelles d'Arménie
04/03/2022
https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=90168

Pachinian annonce des lendemains difficiles pour l'économie arménienne

L'intensification de la guerre en Ukraine poussage d'une situation économique difficile en Arménie, a déclaré jeudi 3 mars le premier ministre arménien Nikol Pachinian. L'économie arménienne, qui est entraînée dans une spirale inflationniste en raison de la pandémie et de la guerre du Karabagh, risque de subir le violent contre coup de la guerre en Ukraine et des sanctions drastique qu'elle vaut à la Russie, principal partenaire économique et commercial de l'Arménie, a indiqué le premier ministre en écho aux déclarations de son ministre de l'économie Vahan Kerobian, qui a prédit une hausse brutale des prix des produits alimentaires en Arménie, déjà notable en 2021. « Comme nous pouvons le voir, il y a eu une série de 'vénines inflationnistes' au cours des deux dernières années', a notamment indiqué Pachinian lors de la réunion hebdomadaire du Conseil des ministres à Erevan en ajoutant : "Le premier a été le COVID, le second les développements géopolitiques, les événements survenant en Ukraine". "A cet égard, rien n'incite à l'optimisme", a mis en garde le chef de l'exécutif arménien, qui avait déjà poussé un cri de colère la veille dans l'enceinte du Parlement alors qu'il était interpelé par un député de l'opposition sur les incidences de la guerre en Ukraine sur l'économie arménienne. Kerobian de la même manière a fait état de "graves défis auxquels fait face notre sécurité alimentaire" cette année. "Nous pouvons d'ores et déjà constater une hausse sensible des prix du blé et d'autres produits élémentaires", a indiqué le ministre devant les journalistes à l'issue de la réunion en ajoutant qu' "il y a de gros risques sur le marché du sucre". L'Arménie importe une grande partie de son blé et d'autres produits agroalimentaires de Russie. On s'inquiète à Erevan et ailleurs de ce que le gouvernement russe pourrait limiter leur exportation en réponse aux sanctions qui le frappent. Les prix des denrées alimentaires en Arménie avaient déjà enregistré une hausse moyenne de quelque 13% l'an dernier, s'inscrivant d'ailleurs dans une tendance mondiale. Les chiffres donnés par le gouvernement arménien montrent qu'ils ont continué à augmenter en janvier et en février. Kerobian a toutefois précisé que les nouvelles hausses prévues par le gouvernement arménien pourraient overtir des perspectives de développement pour les producteurs locaux. "L'agriculture devrait s'avérer plus lucrative", a expliqué le ministre, dont il n'est pas sûr qu'il ait convaincu et rassurer les agriculteurs arméniens. Nombre d'entre eux ont fait savoir, au cours des dernières semaines, qu'ils entendaient cultiver moins de terres agricoles cette année en raison d'une hausse des prix des engrais. Le gouvernement a décidé jeudi de soutenir ces prix, de façon à ce qu'ils ne s'envolent pas. Pachinian avait déjà exprimé la semaine dernière ses préoccupations concernant l'impact sévère des sanctions sur l'Arménie et sur d'autres pays membres de l'Union eurasienne économique (UEE) dirigée par la Russie et dont l'Arménie est membre depuis 2015. Il avait indiqué que son gouvernement s'employait à minorer "ces effets négatifs". La Russie est le premier partenaire commercial de l'Arménie. Selon les chiffres officiels, le volume des échanges commerciaux russo-arméniens a augmenté de près de 21%, pour se monter à 2,6 milliards de dollars l'an dernier. Pachinian et les autres responsables arméniens n'ont toutefois pas précisé quels ont cette croissance retrouvée pourrait être affectée du fait de la situation en Ukraine et si le gouvernement arménien révisait à la baisse ses prévisions de croissance pour cette année.

Par Garo Ulubeyan

3-Le Courrier d'Erevan
04/03/2022
https://www.courrier.am/fr/actualites/relocalisation-entreprises-etrangeres-en-armenie-un-processus-suivre

Relocalisation d'entreprises étrangères en Arménie : un processus à suivre

La guerre en Ukraine a engendré un processus inédit de relocalisation d'entreprises étrangères, notamment russes, en Arménie. Cherchant à réduire les risques économiques liés aux sanctions occidentales imposées à la Russie, des entrepreneurs étrangers visent en l'Arménie et sa stabilité économique relative l'opportunité de pouvoirs durablement leurs activités.

Par Lusiné Abgarian

Vahan Kerobian, ministre de l'Economie arménien, a annoncé que des centaines d'entreprises russes, mais aussi ukrainiennes, avaient déjà déposé des demandes de relocalisation en Arménie, une dizaine d'entre elles seraient d'ailleurs déjà installées. Le processus est en cours et facilité, soulignent-il, ajoutant que leur secteur d'activité concernait essentiellement celui des hautes technologies.

« Ce ne sont pas les décisions des autorités mais les réalités géopolitiques qui sont à l'origine de cette tendance. Mais pour atténuer une crisisance objective des risques et nécessaire relative le risque pour les entreprises, qu'il soit politique ou économique de l'administration publique ou aux défis géopolitiques », remarque Tadevos Avetisyan, économiste, député de la faction "Hayastan".

Afin d'éclairer le processus de relocalisation des entreprises étrangères en Arménie, un groupe d'experts a été constitué associant plusieurs spécialistes comme Vardan Marachyan, co-fondateur de la fondation "Repat Armenia", Narek Ashkjan, expert en développement commercial et Tigran Mkhitarjan, directeur commercial de « ID Bank » ou encore Lilit Hakobyan, conseillère du ministre de l'Economie. Au cours d'un webinaire spécialement organisé pour répondre aux questions des entrepreneurs intéressés par la relocalisation, cette dernière a tenu à souligner que le rôle des autorités arméniennes était de « rendre ce processus plus transparent, afin que tout le monde comprenne qu'on peut mener de manière légale et honnête en Arménie».

Hayk Tchobanian, directeur de l'Union des entreprises de technologies avancées, l'UATE, a annoncé quant à lui la création d'une nouvelle plateforme qui permettra de réunir toutes les informations concernant les sociétés et les entrepreneurs qui souhaitent déménager en Arménie : « Nous collaborons avec les autorités arméniennes. Le secteur des hautes technologies et de l'information est l'un de ceux où nous pouvons avoir de bons résultats. Nous sommes prêts à apporter un soutien et un accompagnement à l'ouverture de nouvelles entreprises en Arménie, de même que dans la recherche d'espaces et de domiciliation sur Erevan ou dans les autres villes du pays. Actuellement, 150 entreprises sont prêtes à participer à ce processus. Ce sont notamment celles qui ont déjà des partenaires en Russie », soulignet-il.

« C'est très facile de monter un business en Arménie, les procédures ne prennent que quelques minutes. Il suffit de choisir ensuite le régime d'impôt adapté à son activité », fait remarquer Tigran Martirosyan, fondateur et directeur de la société "I Account". Fort d'une grande équipe et de 15 ans d'expérience, il souhaite participer à l'accompagnement des sociétés intéressées du domaine des technologies.

Pour sa part, le ministère de l'Economie en Arménie se dit très favorable et prêt à aider à la relocalisation en Arménie des activités d'entreprises d'autres pays de même qu'à la création de nouvelles unités.

4-Les Nouvelles d'Arménie
04/03/2022
https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=90180

Question François-Xavier Bellamy (PPE) sur la dénaturation et destruction du patrimoine arménien dans le Haut-Karabakh, au Parlement européen

*François-Xavier Bellamy a posé une question avec demande de réponse écrite au vice-président de la Commission/haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité**

Objet : Dénaturation et destruction du patrimoine arménien dans le Haut-Karabakh

Le gouvernement azerbaïdjanais a annoncé début février la création d'un groupe de travail dont les activités consisteront à « effacer les inscriptions fictionnelles » arméniennes des monuments religieux ou historiques de la partie de l'Etat, Arman Sarkisian, et le Président Aliyev, Ilham Aliyev, estimant que «le président ne dispose pas des outils nécessaires pour influer sur les processus importants de la politique étrangère et intérieure dans des moments difficiles pour le peuple et le pays», dont le pouvoir exécutif est pour l'essentiel détenu par le gouvernement. Economiste de formation, Vahan Khachatoryan, qui est affilié à aucun parti, fut le maître de la coalitie Erevan entre 1996 et 1998, ouvrit d'intégrer le Conseil d'administration de la banque arménienne Armeconombank, puis d'être nommé en 2021 ministre de l'Industrie de haute technologie. L'économie de l'Arménie souffre depuis l'effondrement il y a un peu plus de trente ans de l'Union soviétique et dépend en partie de l'argent envoyé par la très importante diaspora arménienne, héritage d'un exil massif à travers le monde après les massacres de l'époque ottomane.

Quels leviers politiques la Commission privée-elle d'utiliser pour prévenir ou sanctionner les actes de vandalisme et de profanation, et comment prévoit-elle de contribuer en ce sens à l'action de la communauté internationale, et en particulier de l'UNESCO ?
Quels mécanismes le SEAE prévoit-il de mettre en œuvre pour faciliter la mission d'enquête de l'UNESCO ?
https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2022-000722_FR.html

Ara Toranian

**Mise à l'agenda du 10/03/2022.*

5-Le Figaro
03/03/2022
https://www.lefigaro.fr/flash-actualite-parlement-d-armenie-a-elu-vahagn-khachaturyan-nouveau-president-du-pays-20220303

Le Parlement d'Arménie a élu Vahagn Khachaturyan nouveau président du pays

Par Le Figaro avec AFP

Le Parlement d'Arménie a élu jeudi 3 mars Vahagn Khachaturyan, jusqu'ici ministre de l'Industrie de haute technologie, au poste de président du pays, dont le rôle est essentiellement honorifique, après la démission surprise de son prédécesseur en janvier.
La candidature de Vahagn Khachaturyan pour un mandat de sept ans a été approuvée par 71 députés du parti au pouvoir, le Contrat civil, lors d'un vote boycotté par l'opposition. «Notre région doit devenir une plateforme de coopération», a déclaré, avant le vote, Vahagn Khachaturyan, 62 ans, aux députés. «Nous devons établir des relations amicales avec nos voisins, vivre en paix et développer notre pays dans le cadre de cette logique». En 2020, une guerre a opposé l'Arménie à son voisin l'Azerbaïdjan, autre petite ex-république soviétique, à propos du contrôle de la région du Nagorny-Karabakh, contestée depuis des décennies. Le conflit a fait plus de 6500 morts et l'humiliante défaite militaire de l'Arménie, qui s'est soldée par la perte de territoires contestés fin 2020, a déclenché des manifestations de rue massives et une lutte intestine à la tête de l'Etat, Arman Sarkisian, et le Premier ministre, Nikol Pachinian. Arman Sarkisian a démissionné le 23 janvier, estimant que «le président ne dispose pas des outils nécessaires pour influer sur les processus importants de la politique étrangère et intérieure dans des moments difficiles pour le peuple et le pays», dont le pouvoir exécutif est pour l'essentiel détenu par le gouvernement. Economiste de formation, Vahan Khachaturyan, qui est affilié à aucun parti, fut le maître de la coalitie Erevan entre 1996 et 1998, ouvrit d'intégrer le Conseil d'administration de la banque arménienne Armeconombank, puis d'être nommé en 2021 ministre de l'Industrie de haute technologie. L'économie de l'Arménie souffre depuis l'effondrement il y a un peu plus de trente ans de l'Union soviétique et dépend en partie de l'argent envoyé par la très importante diaspora arménienne, héritage d'un exil massif à travers le monde après les massacres de l'époque ottomane.

6-Courrier International
03/03/2022
https://www.courrierinternational.com/article/arménie-le-chef-des-nouveau-president

---

L'Arménie se dote d'un nouveau président

Après la démission surprise, le 23 janvier, d'Armen Sarkissian, de ses fonctions de président du pays, le Parlement d'Arménie a élu, ce jeudi 3 mars, Vahagn Khachatoryan, 62 ans, pour lui succéder à ce poste essentiellement honorifique.
*Il était l'unique candidat au poste de président dans un contexte de boycott du scrutin par l'opposition parlementaire. Vahagn Khachatoryan, élu au second tour le 3 mars, entrera en fonction le 13 mars. République parlementaire depuis 2018, l'Arménie a ainsi trouvé son successeur à Armen Sarkissian, qui avait démissionné le 23 janvier. Membre du parti au pouvoir, Contrat civil, le nouveau président s'est adressé aux parlementaires pour dire que "cette confiance est une responsabilité et un défi" pour lui, et il a assuré qu'il ne "dans le pantoufles, l'immobilité et la sincérité de ses intentions", rapporte le média arménien **Veroïg.**.*

Et Khatchatourian de promettre "le niveau de sécurité, le niveau de vie et un avenir dont nous rêvons tous". Economiste de formation, il a occupé le poste de maire (1992-1996) de la capitale, Erevan, et a été conseiller du président, député et ministre de l'industrie de haute technologie (2021-2022) dans le gouvernement actuel dirigé par Nikol Pachinian.
Le site russe sur le Caucase **Vesti Kavkaza** *souligne que Khachaturian est "un homme politique expérimenté, réservé, pragmatique et qui n'aime pas les carrières". Il est "partisan d'une coexistence pacifique entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan* les conflit autour de la région du Haut-Karabakh *depuis les années 1980" et n'a jamais fait de "déclarations belliqueuses [antiturques ou anti-azerbaïdjanaises]". En revanche, Khachaturian ne serait pas un "proactif, il n'a jamais pris aucune initiative", estime Vesti Kavkaza, car "il n'a fait qu'occuper des postes". Par conséquent, il y a peu de chances qu'il "ait une influence sur la politique arménienne".*
Khachaturian est un "homme de Pachinian", analyse pour sa part le journal russe **Gazeta.ru**. *Cette nomination "parement technique débouchera sur le renforcement des positions de l'équipe de Pachinian", mais ne conduira pas à un "quelconque changement dans la politique extérieure du pays".*
Une politique extérieure orientée vers la normalisation des relations entre l'Arménie et la Turquie d'une part, l'Arménie et l'Azerbaïdjan d'autre part, tout en demeurant par réalisme sur la ligne de Moscou.
Aida Engoian

7-Les Nouvelles d'Arménie
03/03/2022
https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=90362

L'Arménie s'abstient de voter sur la résolution demandant à la Russie d'arrêter l'opération spéciale en Ukraine

L'Arménie s'est abstenue lors du vote à l'Assemblée générale de l'ONU sur une résolution exigeant que la Russie arrête l'opération spéciale en Ukraine et retire ses troupes. Ainsi, lors de la réunion d'aujourd'hui de la cinquième session d'urgence de l'Assemblée générale des Nations Unies et du vote qui a suivi, 141 Etats ont voté en faveur de l'adoption de la résolution de l'Assemblée générale, et cinq pays : la Russie, la Biélorussie, la Syrie, la Corée du Nord et l'Erythrée , a voté contre la résolution ... 35 pays se sont abstenus de voter, dont l'Arménie, la Chine, l'Inde, le Kazakhstan, le Pakistan, Cuba, le Kirghizistan, le Tadjikistan et d'autres. Il est à noter que l'Azerbaïdjan, nouvel allié de la Russie, n'a pas du tout participé au vote. Et un autre partenaire, la Turquie, a soutenu l'adoption de ce document.
Il est à noter que le document n'est pas juridiquement contraignant. Auparavant, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov avait exprimé son opinion sur la probabilité d'exclusion de la Russie du Conseil de sécurité de l'ONU. En réponse à une question connexe, il a déclaré qu'un tel mécanisme n'existait pas. Le 24 février, le président russe Vladimir Poutine a annoncé le début d'une opération militaire spéciale dans le Donbass. Il a noté que la raison en était les demandes d'aide des chefs de la DPR et de la LPR.

8-Les Nouvelles d'Arménie
03/03/2022
https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=90367

Emmanuel Macron invite Nikol Pachinian à Paris le 9 mars pour participer au forum de coopération arméno-français

Le président français Emmanuel Macron a invité le Premier ministre arménien Nikol Pachinian à Paris le 9 mars pour participer au forum de coopération arménio-français. Emmanuel Macron qui a envoyé un message de félicitations, publié par l'ambassade de France en Arménie, dédié au 30 anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques armeno-françaises. Dans son message de félicitations, le président français a souligné que grâce à l'amitié étroite entre les peuples français et arméniens depuis des siècles, les deux pays ont construit un partenariat fort, diversifié et prometteur pour l'ouvrir au cours des trois dernières décennies.
« Je me réjouis que nos contacts politiques, culturels et économiques continuent d'être renforcés grâce à l'adoption d'une feuille de route pour la coopération économique, la fourniture de doses de vaccins pour aider l'Arménie dans la lutte contre la crise épidémique, ainsi que la récente mise en place de l'Institut français d'Arménie.
Pour célébrer cette journée, pour concrétiser notre ambition commune, j'ai voulu organiser une rencontre le 9 mars à Paris avec la participation des acteurs de la coopération franco-arménienne. Cette plate-forme de dialogue, qui vise à orienter solidement l'avenir, réunira des hauts fonctionnaires franco-arméniens, des collectivités locales, des entreprises, des associations, ainsi que de nombreuses personnalités d'horizons divers. Elle donnera l'occasion à tous ceux qui font vivre nos relations culturelles, scientifiques et économiques, d'esquisser des projets structurants à long terme pour contribuer au développement durable et à la prospérité de l'Arménie, avec un accent particulier sur la jeunesse de votre pays. Je serais heureux de vous recevoir à Paris à cette occasion pour marquer le 30e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre nos deux pays" indique le communiqué.
Le président français a noté que l'Arménie peut compter sur la mobilisation décisive de la France, tant sur le plan bilatéral que dans le cadre de la coprésidence du groupe de Minsk de l'OSCE, pour parvenir à l'adoption et à la mise en œuvre de mesures de désescalade pour le règlement du conflit du Haut-Karabagh. "Crayons que la France s'engagera pleinement à renforcer notre partenariat dans les années à venir pour répondre aux nombreux défis du monde moderne. « Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, les assurances de ma très haute considération » a déclaré Macron. Source Armenpress.

9-Jam News
03/03/2022
https://jam-news.net/opinion-from-yerevan-the-world-failed-to-condemn-aggression-in-karabakh-and-now-europe-is-in-danger/

Opinion from Yerevan: "The world failed to condemn aggression in Karabakh, and now Europe is in danger"

The second Karabakh and Russo-Ukrainian wars

In Armenia*, security experts said that "by not condemning the aggression in Nagorno-Karabakh, the world community has set a precedent for resolving conflicts by military means. And now, amid the war in Ukraine, Europe is in danger". "If even 10% of the sanctions that are now applied against* Russia *were imposed against* Azerbaijan*, then* the 2020 war in Karabakh *would not have lasted for 44, but for 4 days". This opinion was expressed by human rights activist Siranush Sahakyan during the event "Armenophobia in Azerbaijan, the danger of ethnic cleansing in* Nagorno-Karabakh*". Discussions on this topic in Yerevan were organized by the Anti-Corruption Center Transparency International and the Partnership for an Open Society initiative.*
Human rights activists, security experts and the Armenian Ombudsman talk about Azerbaijan's anti-Armenian policy, as well as the international reaction to the Karabakh and Ukrainian wars.

"Hatred was not prevented and became a threat to the whole continent"

The event was attended by representatives of local human rights organizations, ambassadors of foreign countries, the Armenian Ombudsman, members of the government.
Newly elected human rights defender Kristine Grigoryan stressed in her speech that both during the Soviet years and after independence, Armenophobia in Azerbaijan is state policy. According to the Ombudsman, the second Karabakh war was accompanied by propaganda of hatred and enmity, and after the war, Armenophobia took "the most extreme manifestations". To support her words, Kristine Grigoryan quoted excerpts from the speeches of Azerbaijani President Ilham Aliyev.
The representative of the Armenian branch of the organization "Open Society Foundations" David Amirjan said that manifestations of hatred can be observed not only in relation to Armenia or Nagorno-Karabakh. In his opinion, the Ukrainian events are "a continuation of the same logical chain": "Hatred was not prevented in such a small geographical area as Artsakh, and now it has become a threat to the whole continent, all of Europe is talking about it". The speakers said that hatred towards ethnic Armenians has been sown in Azerbaijan since kindergarten, and that the propaganda of hatred, including towards Armenian cultural values, is of a systemic nature.
According to the representative of Armenia to the European Court of Human Rights, Yeghishe Kirakosyan, the damage and destruction of these valuables in the territories now under the control of Azerbaijan is "a deliberate, purposeful process, an attempt to erase the Armenian ethnic presence". According to Arsko Melkonyan, president of the NGO "Protection of Rights Without Borders", the destruction of cultural property indicates Azerbaijan's intention to destroy the Armenian trace in NK. In order to prevent the disappearance and distortion of the Armenian cultural identity, the expert considers the visit of the UNESCO mission in the near future to be extremely important. Expert on Azerbaijan Tatevik Hayrapetyan said that after the war, Azerbaijan is taking actions that would force the Armenians to leave both the territories of Nagorno-Karabakh, which remained under the control of the Armenian side, and the border regions of Armenia. "Azerbaijan carries out specific terrorist actions against the inhabitants, for example, it takes away livestock, depriving them of their livelihood, constantly creating a situation so that people do not consider it possible for their children to live in such conditions".

Nagorno-Karabakh - Ukraine: the reaction of the international community

Armenia's representative to the European Court of Human Rights, Yeghishe Kirakosyan, considers it necessary to "bring Azerbaijan's further behavior" in line with international law. And for this, the international community must react harshly to any violations of human rights committed by the authorities of this country. "The policy pursued by Azerbaijan significantly violates the fundamental principles and norms of international law, and this fact must always remain, at least in the spotlight, discussed by the international community".
Human rights activist Siranush Sahakyan recalled that to date "there is no assessment of the aggression of Azerbaijan and Turkey in Karabakh", and in the case of Ukraine there are not only assessments, but also "serious economic sanctions". "I am sure that if 10% of these sanctions were applied against Azerbaijan, the war would last not 44, but 4 days - and with different results".
International relations and security expert Sose Tatikyan also said that the reaction of the international community was "polar opposite" in the case of NK and Ukraine: "If in the case of Nagorno-Karabakh there were vague statements that artificially put an equal sign and called on both sides (of the conflict) to stop violence and the use of force, now Russia is unequivocally condemned. And Ukraine has received a lot of support from the international community".
According to the expert, it will be difficult for Armenian diplomats to express their position on the war with Ukraine, given the allied relations with Russia. She says that the Armenian side should carefully control its position, adhering to neutrality. At the same time, in her opinion, it should be conveyed to the international community that by avoiding the condemnation of the Karabakh war, "a precedent was created for resolving conflicts by military means in other regions - in violation of the UN Charter".

10-Les Nouvelles d'Arménie
02/03/2022
https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=90309

Erevan explique son opposition à l'action contre la Russie

Un haut fonctionnaire d'Erevan a défendu mardi la décision de l'Arménie de voter contre la suspension effective de l'adhésion de la Russie au Conseil de l'Europe à la suite de l'agression militaire de Moscou en Ukraine.
Le Conseil de l'Europe a décidé le 25 février de suspendre tous les représentants de la Russie de leur participation au Comité des ministres, organe décisionnel de l'organisme panaeuropéen de défense des droits, et à son Assemblée parlementaire (APCE).
« La suspension n'est pas une mesure définitive mais temporaire, laissant les canaux de communication ouverts », a déclaré l'organisation basée à Strasbourg dans un communiqué.
La décision a été soutenue par 42 Etats membres du Conseil de l'Europe. L'Arménie est le seul Etat membre qui n'est joint à la Russie pour s'y opposer.

Eduard Aghajanian, président pro-gouvernemental de la commission des relations étrangères du Parlement arménien, a déclaré qu'Erevan s'opposait à la suspension parce qu'elle est favorable à une solution « diplomatique » au conflit en Ukraine.
« Plus les canaux diplomatiques sont rompus, plus la probabilité de résoudre la question par des moyens diplomatiques est faible », a déclaré M. Aghajanian aux journalistes. « C'est dans ce contexte que l'Arménie a voté contre ».
La position de l'Arménie est cohérente avec ses résultats de vote aux Nations unies. L'actuel et l'ancien gouvernement arménien avaient tous deux voté contre les résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies condamnant l'annexion de la Crimée par la Russie et soutenant la souveraineté ukrainienne sur la péninsule de la mer Noire.
La Russie est depuis longtemps le principal allié militaire et politique de l'Arménie. La dépendance de l'Etat du Caucase du Sud à l'égard de Moscou en matière de défense et de sécurité n'est encore renforcée après la guerre de 2020 avec l'Azerbaïdjan.
Erevan n'a toujours pas rétogi officiellement à l'invasion russe fortement condamnée par la communauté internationale. Dans une déclaration publiée le 23 février, la veille du début de l'invasion, le ministère arménien des affaires étrangères a déclaré qu'il considérait la Russie et l'Ukraine comme des « pays amis » et qu'il espérait qu'elles résoudraient leur conflit par le « dialogue diplomatique. »
Tigran Abrahamian, un législateur de premier plan représentant le bloc d'opposition Patio Uneni, a critiqué mardi les dirigeants arméniens pour ne pas avoir soutenu ouvertement l'action militaire de la Russie.
« Si vous faites preuve de neutralité et ne montrez aucun soutien à votre allié le Russie ... vous devez accepter que dans une autre situation, la Russie agira [vis-à-vis de l'Arménie] comme vous le faites dans les circonstances actuelles », a déclaré Abrahamian.

Par Ara Toranian
Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe/ Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave.t N.W.. Washington DC 200

11-Les Nouvelles d'Arménie
02/03/2022
https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=90332

Le vice-Premier ministre d'Arménie a parlé des avantages attendus en cas de lancement de la ligne de chemin de fer Yeraskh-Julfa-Meghri-Horadiz

Le vice-Premier ministre arménien Mher Grigoryan est convaincu que le lancement de la ligne de chemin de fer Yeraskh-Julfa-Meghri-Horadiz sera des résultats positifs, il sera rentable pour le pays. Mher Grigoryan a affirmé que la restauration du chemin de fer Yeraskh-Julfa-Meghri-Horadiz rapportera 226 à 238 millions de dollars, la durée de construction sera jusqu'à 36 mois.
« Si nous regardons les recettes fiscales du chemin de fer du Sud-Caucase, elles s'élèvent à environ 4,7 millards de drams par an. Si l'on tient compte du fait qu'en cas de débloccage, les flux de fret vont au moins doubler, même au détriment du potentiel interne, on aura au moins 5 % de rendement, ce qui n'est pas mal. Cela vaux permettre d'entrer dans l'étape suivante et effectuer des calculs plus approfondis du projet, à la suite de quoi, bien sûr, les chiffres seront ajustés. Mais je suis absolument convaincu qu'en termes de rentabilité de cette initiative, nous obtiendrons des données plus positives, nous verrons une meilleure rentabilité » a déclaré Mher Grigoryan, répondant à la question du députée de la faction « Hayastan », Artur Khachatryan, sur le montant des revenus que le gouvernement attend de Yeraskh-Julfa-Meghri. Source Armenpress.
Krikor Amirzayan

12-Le Nouvel Economiste
02/03/2022
https://www.lenouveleconomiste.fr/poutine-fait-trembler-le-caucase-91430/

Visées impériales russes

Pourquoi l'invasion de l'Ukraine fait trembler le Caucase

Tandis que les Etats légitimes s'inquiètent, les régions séparatistes non reconnues se réjouissent

Mer Noire
Mer Caspienne
Crimée
Russie
Tchétchénie
Ingouchie
Ossétie du Nord
Ossétie du Sud
Abkhazie
Tbilissi
Géorgie
Erevan
Azerbaïdjan
Nakhitchevan
Arménie
Turquie
Iran
Occupation de Russie
Occupation russe/turque
Géorgie
Occupation russe/turque
Occupation russe
Azerbaïdjan
Occupation russe/turque
Occupation russe/turque
Arménie
Occupation russe/turque
Occupation russe/turque
Occupation russe/turque